

SITUATION SÉCURITAIRE**Al-Qaïda au Maghreb :
des actes terroristes
aux faits de guerre**

La semaine dernière a été marquée par le carnage dans le mont Ahmar Khaddou, dans le nord-est de la wilaya de Biskra, d'une vingtaine de militaires, entre morts et blessés. La semaine précédente, c'est le sud-ouest de Médéa qui a été secoué par la terrible embuscade contre deux véhicules de la gendarmerie qui a fait cinq morts et un blessé. Et ce mois de mai qui s'achève a aussi commencé par l'assassinat du chef de la BMPJ de Zemmouri (Boumerdès) dans un guet-apens. Ces trois actes terroristes dans trois régions différentes ont un point commun. Ils ont tous été minutieusement préparés de sorte à ne laisser aucune chance aux victimes ciblées et à s'en tirer sans la moindre égratignure ou, à tout le moins, avec le minimum possible de casse. Y compris en échappant aux ratissages qui sont menés quasi systématiquement après chaque attentat dans la région concernée. Il ne s'agit donc pas de faits de groupes terroristes qui sont acculés à la défensive mais se révèlent être des actes de guerre qui ont été élaborés malgré la pression manifeste que la lutte antiterroriste exerce au quotidien sur tous les maquis connus. Il en ressort que les coups que l'ex-GSPC reçoit directement, touchant surtout sa chair à canon renouvelable et, de temps à autre, à ses dirigeants intermédiaires remplaçables, ne sont pas suffisants pour le terrasser durablement. Et si pour chaque «émir» neutralisé, il faut s'attendre à la perte d'un chef de brigade de gendarmerie, d'un officier de police ou de l'armée, pour ne pas dire un simple soldat qui par son courage et sa disponibilité est en lui-même une leçon d'héroïsme et d'intrépidité, force est de constater que la partie n'est pas encore gagnée.

Il ne s'agit plus de terroristes qui procèdent par des attentats pour semer la terreur mais de faits de guerre longuement étudiés, méticuleusement planifiés et froidement exécutés. Il faut le dire en le soulignant pour ne pas réduire la lutte antiterroriste à une théorie de «criminalité» opposant le «gendarme» au «voleur». Car c'est l'ensemble du peuple que l'ex-GSPC a dans le collimateur.

Et s'il ne l'est pas de la même manière comme au temps du GIA, à travers les grands massacres collectifs, de triste mémoire, il l'est à travers l'ensemble de ses enfants en uniformes ou assimilés. Le mythe d'épargner les «civils» dont cherche à se prévaloir Al-Qaïda au Maghreb – même s'il a été démenti par les attentats suicides en milieu urbain et les enlèvements contre rançons – perd toute sa signification quand les enfants de ces mêmes civils sont la cible principale quand ils sont sous le drapeau. Et surtout quand, elle-même, ne s'interdit pas de faire appel à leur soutien, y compris par la contrainte.

Dans cette situation de guerre qui ne dit pas franchement son nom, qui n'est pas une guerre larvée ou sournoise où les coups se donnent dans l'ombre mais une guerre totale où le sang coule tous les jours, le déséquilibre des forces est manifeste. Il ne se situe évidemment pas sur le plan matériel mais dans la doctrine qui le soutient. Pour tout observateur averti, il est aisé de percevoir, en gros et dans le détail, le système de références du terrorisme et son degré d'influence, à travers toutes les étapes traversées dans l'ensemble de ses manifestations. Il n'est pas de même quand le regard se porte sur la stratégie développée pour le contrer.

La méthode strictement policière des débuts a été assez tôt accompagnée par les différentes «politiques de réconciliation» dont il ne s'agit pas d'en négliger l'impact même si le «service après-vente» a besoin d'être sérieusement reconsidéré. Et, visiblement, à la suite des premiers attentats suicides qu'a connus le pays, il s'est mis progressivement en place une «guerre psychologique» qui semble en faire trop pour prétendre à une crédibilité durable. Au même moment, la lutte matérielle proprement dite, ou pour l'appeler par son nom, la guerre contre le terrorisme, elle, souffre de plus en plus d'un déficit en communication. Devant être soutenue par les autres formes de lutte, elle est en passe d'être reléguée comme un moyen qui les accompagne alors que, concrètement sur le terrain, elle demeure le vecteur principal. Cette contradiction, intentionnellement voulue ou fatalement subie, relève de l'invisibilité d'une doctrine antiterroriste clairement assumée par l'Etat et affichée à travers tous les relais possibles au sein la société. Aujourd'hui, c'est à ce prix que se mesure le souffle qui entretient Al-Qaïda au Maghreb qui, faisant de l'Algérie dans son ensemble son ennemi, ne donne l'impression de ne s'en prendre qu'aux forces de sécurité qui la pourchassent.

Et au-delà du militaire et du policier, la seule et unique doctrine en mesure de mobiliser toutes les ressources du pays pour en finir avec le terrorisme, c'est la démocratie sous toute son acceptation.

Mohamed Issami

APRÈS DEUX ANS D'ATTENTE**Agrément refusé pour l'Association
des anciens cadets de la Révolution**

Plus de 400 anciens cadets de la Révolution se sont rencontrés, jeudi, à Tipasa.

La réunion, qui se voulait conviviale, a été ternie par l'annonce du rejet de l'agrément de leur future association. Une nouvelle demande devrait être présentée devant les services du ministère de l'Intérieur.

Tarek Hafidh - Alger

(Le Soir) - Ils sont officiers supérieurs de l'armée à la retraite, cadres, professeurs d'université, commerçants et même artistes. Ils ont tous un point commun : une enfance passée au sein de l'école des cadets de la Révolution. Jeudi dernier, près de 400 d'entre eux se sont donné rendez-vous à Tipasa.

Les organisateurs ont fait coïncider la tenue de cet événement avec la commémoration du quarante-sixième anniversaire de la création de l'école des cadets de la Révolution.

«L'institution de l'école des cadets a eu lieu il y a 46

ans, le 26 mai 1963 très précisément. Nous nous devons de commémorer cette date. Mais cette rencontre est avant tout conviviale. Elle permet à des camarades qui se sont perdus de vue depuis de très longues années de se rencontrer», explique un des organisateurs.

Notons qu'en l'espace de deux ans, les anciens cadets se sont réunis à cinq reprises. L'avant-dernière convention s'est déroulée le 5 mars dernier à Aïn Témouchent. La création d'une association était inscrite à l'ordre du jour de cette rencontre. La question avait été longuement débat-

tue, sachant qu'une demande d'agrément a été présentée depuis plus de deux ans devant les services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Jeudi, les initiateurs de cette association ont annoncé le rejet du dossier. Une décision qui a soulevé l'ire et l'incompréhension des participants à cette rencontre.

«C'est une décision injuste. Nous ne comprenons pas pourquoi les autorités refusent de nous accorder le droit de créer notre propre association. Les anciens élèves de lycées et autres établissements scolaires ont le droit de s'organiser. Alors pourquoi pas nous ?» s'est interrogé un des initiateurs de cette structure.

Mais les cadets ne comptent pas en rester là.

Au terme de la réunion de jeudi, il a été décidé de formuler une nouvelle demande d'agrément qui sera soumise incessamment au ministère de l'Intérieur.

Ce n'est donc que partie remise. Selon des chiffres non officiels, de 1963 à 1986, date de leur fermeture, les 5 établissements scolaires placés sous la tutelle du ministère de la Défense nationale ont formé plus de 30 000 cadets.

Une grande majorité d'entre eux ont suivi une carrière militaire.

Le ministère de la Défense a, toutefois, décidé de relancer ces écoles. Installé à Oran, le premier établissement devrait ouvrir ses portes à l'occasion de la rentrée scolaire prochaine.

T. H.

BOUIRA**Quatrième jour d'émeutes
à Bordj-Okhris**

La colère juvénile qui avait éclaté à Bordj-Okhris, mardi dernier, suite à une opération de recrutement au niveau de l'ADE, jugée trop sélective, a pris des proportions alarmantes, tant, dès le premier jour, les jeunes, que nous avons rencontrés sur place, avaient qualifié cet incident de la goutte qui a fait déborder le vase.

En effet, lors de cette journée et malgré l'annulation des recrutements par le wali, les jeunes émeutiers ont exigé la dissolution totale de l'APC et l'envoi d'une commission d'enquête sur sa gestion depuis 1993 par une seule personne et qualifié par les émeutiers de califat.

Hier, pour la quatrième journée consécutive, la ville offrait une image de désol-

ation avec des locaux fermés et des restes de pneus brûlés la veille ainsi que des pierres qui jonchaient les différentes chaussées, une image faisant désormais partie du décor quotidien des citoyens de Bordj-

Okhris. Cependant, le pic a été atteint pendant la journée de jeudi.

Des centaines de jeunes s'en sont pris à tout ce qui symbolise l'Etat, dont le siège de l'APC, celui de la daïra, la Poste,

la Recette, ainsi que des locaux commerciaux. Sur plusieurs centaines de mètres, la route a été fermée à la circulation à l'aide de pierres et de pneus brûlés.

Y. Y.

SUITE AU FAUCHAGE D'UN JEUNE**PAR UN TRAIN À BLIDA****Les habitants du quartier Ramoul
bloquent la route**

Suite à la mort d'un jeune homme de 20 ans, fauché jeudi dernier par un train, les habitants du quartier Ramoul à Blida ont bloqué la route en signe de protestation contre la fermeture du passage à niveau de Sidi Abdelkader, dans la même ville. Il a fallu l'intervention de la gendarmerie pour que la route soit rouverte à la circulation. Des objets incendiés ont été déposés par les manifestants. Ce passage a été fermé à la

circulation avant la mise en service du train électrique, rendant cet endroit, selon les riverains, très dangereux car isolé en raison de l'absence d'automobilistes et piétons. C'est d'ailleurs dans les environs que la collègienne Imen a été tuée. A noter que la victime, qui a été fauchée par le train électrique en partance vers Alger, était orphelin de père et de mère. Il était 10h32 lorsque l'accident a eu lieu.

M. B.

**Cinq passagers clandestins
interpellés à bord du car-ferry
El-Djazair à Béjaïa**

Cinq passagers clandestins ont été interpellés, mercredi dernier, à bord du bateau *El-Djazair* par la police au port de Béjaïa, a-t-on appris de source sûre.

Les cinq harraga, âgés de 20 à 25 ans, ont été découverts par les travailleurs de l'Erenav qui effectuaient les dernières révisions du car-ferry *El-Djazair*, en réparation depuis samedi passé à bord du dock flottant du port de Béjaïa. Les jeunes harraga seraient montés la veille dans la nuit à bord du bateau en question qui devait reprendre la mer dans la journée de mercredi à destination de la ville italienne de Genova.

Les cinq passagers clandestins ont été ensuite remis à la police des frontières de Béjaïa avant d'être placés en garde pour répondre du chef d'inculpation «d'embarquement illégal sur un bateau»

A. K.

SIDI BEL-ABBÈS
**Happés par une vague,
trois jeunes disparaissent
en mer à Terga**

La série noire des noyades en mer a, malheureusement, comme à chaque saison estivale d'ailleurs, commencé. Dans la journée de jeudi dernier, cinq jeunes tous cousins, résidant à Sidi Bel-Abbès, se sont rendus à la plage de Terga (Aïn-Témouchent). Cette sortie a viré au cauchemar. Deux d'entre eux se baignaient alors que les 3 autres (2 frères jumeaux âgés de 14 ans et leur cousin de 16 ans) jouaient au ballon sur le sable quand une immense vague a rejeté les deux nageurs sur le sable et happé les trois autres. Malgré leurs cris de détresse, personne n'a pu les secourir car à cette période de l'année, les plages ne sont pas surveillées. La mer les a malheureusement emportés et leurs corps, malgré les recherches, n'ont pu être repêchés.

A. M.